

## Avenant au règlement communal des constructions et des zones

### Ancien texte :

#### Art. 57 Zone 7 : Zone destinée à la pratique des activités sportives

- a) Les zones destinées à la pratique des activités sportives et récréatives comprennent notamment l'emprise des pistes de ski de descente, l'emprise des pistes de ski de fond, les remontées mécaniques, les espaces tels que aires de détente ou de délasserment et les terrains de sports que la commune entendrait préserver pour ce mode d'utilisation.
- b) Toute construction ou aménagement de nature à gêner la pratique des activités sportives et récréatives (bâtiments, murs, talus, haies, etc.) est interdit. Les clôtures doivent être démontées durant l'hiver pour permettre la pratique du ski.
- c) Le degré de sensibilité, selon l'article 43 de l'OPB, est de 3.

### Nouveau texte :

#### Art. 57 Zone 7 : Zone destinée à la pratique des activités sportives

- a) Les zones destinées à la pratique des activités sportives et récréatives comprennent notamment ~~l'emprise des pistes de ski de descente, l'emprise des pistes de ski de fond et les remontées mécaniques~~, les espaces tels que aires de détente ou de délasserment et les terrains de sports que la commune entendrait préserver pour ce mode d'utilisation.
- b) Toute construction ou aménagement de nature à gêner la pratique des activités sportives et récréatives (bâtiments, murs, talus, haies, etc.) est interdit. Les clôtures doivent être démontées durant l'hiver pour permettre la pratique ~~des activités sportives~~.
- c) Le degré de sensibilité, selon l'article 43 de l'OPB, est de 3.

#### Art. 57 bis Zone 7 bis: Zone du domaine skiable

- a) Le domaine skiable est régi par un PAD, dont le périmètre figure sur le PAZ.
- b) La réglementation du PAD l'emporte sur la réglementation générale à l'intérieur de son périmètre.

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU: 30/5/04

Signatures : Le Président

Le Secrétaire

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE PRIMAIRE EN DATE DU: 13/6/04

Signatures : Le Président

Le Secrétaire

HOMOLOGUÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT LE:

Homologué par le Conseil d'Etat  
- 9 AVR. 2008  
en séance du .....

Droit de sceau: Fr. 200.-

L'atteste:

Le chancelier d'Etat: